

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE**

**MÉTROPOLE DE LYON**

**VILLE D'OULLINS**

**DÉCISION DU MAIRE**

**N° D18\_030**

**Objet : Règlement des honoraires d'avocat - Cabinet Itinéraires Avocats - relatifs à la demande indemnitaire d'un agent municipal**

**Le Maire d'Oullins,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

Vu la délibération n° 20171023\_4 du Conseil municipal en date du 23 octobre 2017 donnant délégation au Maire ;

Vu l'arrêté n° DAJ17\_725 du 24 octobre 2017 donnant délégations de fonctions et de signature à Monsieur Louis PROTON, 4ème Adjoint au Maire ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

Dans le cadre de la mission qui lui a été confiée, le cabinet Itinéraires Avocats, 87 rue de Sèze 69006 Lyon, sollicite le règlement des honoraires au titre des diligences accomplies dans le dossier de demande indemnitaire d'un agent municipal. La dépense en résultant d'un montant de 528 € TTC sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 011 – fonction 020 – article 6226.

**Article 2 :**

Le Directeur Général des Services, le Trésorier Principal d'Oullins et le Responsable de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire par :  
Transmission en préfecture le :     /     /  
Publication dans le recueil des actes  
administratifs n°     le     /     /  
  
Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjoint délégué,  
Louis PROTON

**Fait à Oullins, le 8 mars 2018**

**Pour le Maire,  
Clotilde POUZERGUE et par délégation,  
l'Adjoint délégué,  
Louis PROTON**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou de son affichage. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*